

Résolution politique Deuxième Congrès d'IndustriALL Global Union Rio de Janeiro, Brésil, 5-7 octobre 2016

Introduction

IndustriALL a la ferme conviction que toutes les travailleuses et tous les travailleurs ont droit à une répartition équitable du fruit de leur labeur. Nous devons nous efforcer d'établir une communauté mondiale au sein de laquelle le pouvoir et les opportunités sont partagés. Nous revendiquons le respect des droits humains pour tout un chacun et le droit de vivre dans la dignité, la sécurité, la paix et la solidarité, sans avoir à craindre les préjugés et l'injustice.

Face aux attaques incessantes du capital et des gouvernements à l'encontre du droit à la liberté syndicale, l'accroissement de la base d'adhérents et de la couverture en matière de négociations collectives demeure un défi de taille pour le mouvement syndical mondial.

IndustriALL est le syndicat mondial représentant les travailleurs et les travailleuses de l'industrie et, en tant que tel, une force majeure dans la solidarité mondiale, qui se consacre à la lutte pour de meilleures conditions de travail et pour les droits syndicaux dans le monde entier. Nous sommes une organisation politique et militante qui s'engage aux côtés des travailleurs et mène, en leur nom, la lutte pour les droits, pour l'équité, pour la dignité et pour la justice, en tout lieu.

Réuni à Rio de Janeiro du 5 au 7 octobre 2016, le deuxième Congrès d'IndustriALL Global Union décide d'adopter cette résolution politique en complément du Plan d'action 2016-2020 qui définit les cinq objectifs stratégiques clés d'IndustriALL Global Union.

Inégalité

Un pour cent des individus les plus riches de la planète détiennent plus de richesse que les 99 pour cent restants. Cette inégalité mondiale représente une crise sociale et économique. Les inégalités s'accroissent à la fois dans les pays mêmes et entre les pays. Les travailleurs perdent leur salaire, leur situation et leur protection sociale. Les inégalités croissantes portent surtout atteinte aux groupes déjà défavorisés de la société.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans son récent rapport intitulé « Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous », et l'Organisation internationale du Travail (OIT), dans son rapport « Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde – Tendances 2015 », appellent toutes deux les gouvernements à prendre des mesures pour lutter contre les inégalités croissantes.

Les inégalités de revenus se sont creusées depuis 2000 et cette tendance s'est exacerbée sous l'effet de l'expansion du travail précaire. Il est communément admis que la progression des inégalités est un frein à la croissance économique. Les taux de pauvreté les plus élevés sont à trouver chez les travailleurs intérimaires et les indépendants.

IndustriALL décide de poursuivre son combat pour un modèle économique fondé sur les droits, l'équité et la dignité, et soutenu par des syndicats puissants.

Impunité dans la chaîne d'approvisionnement

Les secteurs industriels sont dominés par un modèle économique insoutenable et largement fondé sur l'exploitation. Les multinationales délocalisent leur production auprès de fournisseurs qui, souvent, ne garantissent pas des salaires décents, le respect des droits syndicaux ou des lieux de travail sûrs. Ce modèle économique, facilité par des accords commerciaux et d'investissement injustes, instaure un nivellement par le bas des conditions de travail à l'échelon mondial, à mesure que les gouvernements se font concurrence pour attirer les investissements au détriment des travailleurs et de la société dans son ensemble, par exemple à travers les exonérations fiscales ou l'extraction de matières premières sans laisser aucune valeur ajoutée dans le pays.

« La responsabilité sociale de l'entreprise » et son principal instrument, les audits de la chaîne d'approvisionnement ont échoué à relever et prévenir les violations et les atteintes aux droits des travailleurs. Une litanie d'exemples montre que la RSE et ses instruments sont inefficaces à l'heure de détecter, signaler et rectifier les problèmes afférents à la chaîne d'approvisionnement. La RSE n'a pas réussi à améliorer les salaires et les conditions de travail, ni à assurer le respect du droit des travailleurs à adhérer à un syndicat.

Le respect des droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement est en déclin. L'industrie de l'habillement a vu l'évaluation en matière des droits des travailleurs des 20 principales entreprises exportatrices de vêtements vers les États-Unis baisser de 73% entre 1989 et 2010.

Le rapport Nouveaux fronts 2016 – Scandale, de la Confédération syndicale internationale (CSI), lève le voile sur une main-d'œuvre cachée de 116 millions de personnes employées dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de seulement 50 entreprises. Les recherches de la CSI ont montré que les avoirs en liquide de 25 entreprises à hauteur de 387 milliards de dollars des États-Unis pourraient augmenter les salaires des 71,3 millions de personnes qui forment leur main-d'œuvre, dont 6 pour cent seulement sont employées directement, de plus de 5000 USD par an. Les travailleurs à tous les échelons des chaînes d'approvisionnement mondiales fabriquent des produits ou fournissent des services pour des entreprises qui amassent des bénéfices plantureux et pourraient bien se permettre de garantir un niveau de vie décent à tous les travailleurs de leur chaîne d'approvisionnement.

L'économie mondiale est actuellement en proie à un important déficit en matière de responsabilité. De nombreuses entreprises se targuent de respecter les droits des travailleurs dans leurs chaînes de production mais manquent de prendre les mesures requises pour garantir le respect de ces droits. Les gouvernements n'assument pas pleinement, loin s'en faut, leur part de responsabilité eu égard aux droits des travailleurs dans les usines de leurs fournisseurs à l'étranger. Bien que les pays où ces fournisseurs sont basés soient généralement dotés de lois protégeant les droits des travailleurs, ils ne sont pas toujours en mesure ou désireux de les respecter.

C'est pourquoi nous avons besoin de traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement, ainsi que d'une responsabilité accrue de la part des entreprises et des gouvernements. Des règles obligatoires et contraignantes sont indispensables pour accroître la transparence et la responsabilité dans les chaînes d'approvisionnement. Les syndicats et leurs ONG partenaires doivent exiger des accords contraignants et applicables avec les sociétés qui dominent les chaînes d'approvisionnement mondiales, en s'appuyant sur le modèle établi par l'Accord du Bangladesh, pour exiger aux fournisseurs la conformité aux normes fondamentales du travail, ainsi que des améliorations mesurables au plan des salaires et des conditions de travail.

IndustriALL décide de faire campagne pour amener les multinationales à répondre des conditions de travail dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement.

Lutter pour la démocratie et la paix, et contre le terrorisme

Seules des initiatives politiques multilatérales sont en mesure de venir à bout des problèmes politiques complexes. Une démocratie équitable et durable constitue la seule alternative aux guerres irresponsables. Nos camarades en Tunisie ont été récompensé(e)s par le Prix Nobel de la Paix en 2015. Ils ont démontré quel pouvait être le rôle clé des syndicats dans l'établissement de sociétés démocratiques et pacifiques.

Ce rôle inclut la revendication et l'application des droits humains, de la liberté, de la justice, de la démocratie et de la prospérité croissante pour tout un chacun, en tout point du globe. Lorsque ces normes seront appliquées également et en tout lieu, et lorsqu'un ordre mondial juste sera instauré, nous aurons alors éliminé les foyers propices au terrorisme en tout genre.

IndustriALL démontre une prise de position ferme contre le terrorisme. Nous refusons de nous laisser entraîner vers le radicalisme et la xénophobie. Nous ne nous laisserons pas intimider ni plonger dans la haine. Nous luttons contre la terreur avec les armes les plus puissantes que sont la dignité humaine, le respect d'autrui et la tolérance.

La « guerre contre le terrorisme » fait des milliers de victimes, mais la guerre contre les syndicats plonge des millions de personnes dans la pauvreté. Nous ne tolérerons la violation continue des droits syndicaux et nous nous opposons fermement aux atteintes dirigées contre l'appartenance syndicale aux quatre coins du globe.

Solidarité avec les réfugiés

IndustriALL rejette les tentatives visant à stigmatiser les réfugiés, qui sont victimes de violence politique et économique dans leur pays d'origine. Au jour d'aujourd'hui, au moins 60 millions de personnes dans le monde fuient la pauvreté, la faim, la guerre et la persécution. Elles ont besoin de notre aide.

Le droit d'asile est un droit fondamental et réclame une réponse fondée sur l'humanité, la solidarité et l'inclusion. Le mouvement syndical doit œuvrer conjointement pour établir les conditions requises au plan émotionnel, culturel, statutaire et institutionnel aux fins d'accueillir les réfugiés et intégrer ceux-ci aussi promptement et efficacement que possible. Nous devons poursuivre notre engagement à surmonter les divisions et les nationalismes et concevoir une réponse conjointe à cette urgence humanitaire. La communauté internationale doit aussi soutenir les pays en développement envers la résolution des conflits qu'elle-même a contribué à créer et soutenir leur développement économique aux fins d'améliorer la qualité de vie des populations et leur capacité de subsistance. Cela sous-entend que les institutions internationales et les grands pouvoirs géopolitiques procèdent enfin à l'élimination des facteurs de l'exode des réfugiés, y compris les accords commerciaux inéquitables.

Les syndicats doivent jouer un rôle en ce qui concerne l'intégration des réfugiés au sein de la société et doivent condamner avec la plus grande fermeté tout acte de violence à l'égard des réfugiés. Les extrémistes et les populistes d'extrême droite tournent la situation dramatique des réfugiés et de la faible réponse des gouvernements à leur avantage. Les syndicats ont une responsabilité toute particulière à l'heure de garantir que les réfugiés bénéficient de conditions équitables sur le marché du travail. L'accès à l'apprentissage des langues, à l'éducation et la formation, aux soins de santé, à l'emploi et à une assistance et un soutien adéquats sont indispensables en vue d'une intégration équitable au sein de la société d'accueil. IndustriALL s'oppose à l'exploitation de réfugiés

et de migrants en tant que main-d'œuvre bon marché, sous des conditions de travail précaires, y compris le recours au travail irrégulier, forcé et des enfants. Le nivellement par le bas et l'élimination des normes existantes est aussi inacceptable.

IndustriALL décide que la liberté, la solidarité et la justice sont des valeurs qui s'appliquent à tous et doivent se traduire par une attitude de respect, de reconnaissance et de dignité à l'égard des étrangers. Nous poursuivons nos efforts pour la prévention de l'exploitation des réfugiés et de tous les travailleurs migrants dans les chaînes d'approvisionnement en ayant recours aux pressions par le biais des initiatives gouvernementales, intergouvernementales et multi-parties prenantes.

Commerce

Le commerce international peut générer des bénéfices pour les travailleurs du monde entier mais il doit être soumis à un contrôle public assurant le strict respect des droits des travailleurs. Jusqu'à présent toutefois, l'OMC n'a pas su délivrer un cadre commercial mondial plaçant les besoins de la population au-dessus de ceux du capital mondial. Au lieu de cela, nous avons assisté à une série d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux qui n'ont rien fait pour appuyer le travail décent ou le développement durable.

Nous sommes entrés dans une ère nouvelle où des négociations sont en cours, ou ont été récemment conclues, au sujet d'une nouvelle génération d'accords commerciaux allant bien plus loin que leurs prédécesseurs en matière de promotion des intérêts des entreprises. De fait, nombre de ces accords sont centrés moins sur les échanges commerciaux et plus sur une révision des règles qui régulent les aspects-clés de l'économie mondiale comme les flux financiers, l'accès à l'information, la propriété intellectuelle et la protection de la santé publique et de l'environnement. Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), le Partenariat Trans pacifique (TPP), l'Accord sur le commerce des services (ACS), l'Accord de libre-échange UE-Canada (CETA), et bien d'autres encore, visent tous à modifier radicalement la manière dont l'économie mondiale est régulée mais en réalité vont tout droit vers une répétition des résultats des politiques défailtantes du passé.

L'un des principaux problèmes de ces accords réside dans le mécanisme de règlement des différends investisseurs-État (ISDS), qui confère aux multinationales le droit de poursuivre des États souverains et de les soumettre à une procédure d'arbitrage non-transparente. Le système de tribunaux des investissements (ICS) proposé ne comble pas les lacunes fondamentales de l'ISDS.

IndustriALL demande une réévaluation fondamentale de la manière dont les échanges commerciaux et les flux d'investissements sont réglementés, afin de garantir qu'ils agissent au bénéfice des travailleurs et des sociétés dans lesquelles ils vivent. Le commerce et l'investissement doit assurer une redistribution plus équitable des richesses entre les pays et en leur sein et il doit rejeter l'idéologie économique néolibérale qui a échoué, fondée sur la déréglementation, la libéralisation et la privatisation encore prônées par cette nouvelle génération d'accords commerciaux. Nous appelons un nouveau débat mondial autour d'un cadre commercial équitable qui préserve les normes démocratiques et l'intérêt public, et qui présente suffisamment de latitude pour inclure des politiques sociales plaçant l'individu au premier plan.

En dépit de critiques massives émanant des partisans des deux principaux partis politiques aux États-Unis, l'administration Obama a notifié le Congrès américain qu'elle soumettra le TPP au vote, le plus probablement à la suite des élections de novembre.

IndustriALL en appelle à tous ses affiliés, et plus particulièrement ceux des pays du TPP, à entreprendre et se joindre à des manifestations publiques d'opposition au TPP à l'approche de ce vote. Le TPP ne doit pas être ratifié.

Revendications d'IndustriALL :

- a. Tous les accords commerciaux doivent inclure des droits sociaux, syndicaux et du travail contraignants et applicables. Les violations des normes du travail fondamentales doivent être sujettes aux mêmes mécanismes de règlement des différends que les violations commerciales. Les parties aux accords doivent établir et financer des procédures efficaces au niveau national garantissant une investigation et un règlement opportuns des plaintes liées aux droits des travailleurs, avec la pleine participation de la société civile. Tous les signataires de tout accord commercial doivent ratifier et pleinement appliquer les Conventions fondamentales de l'OIT et les autres normes et standards essentiels.
- b. Les accords commerciaux doivent être négociés ouvertement et en toute transparence pour empêcher les lobbies des entreprises de faire progresser leurs plans d'action derrière des portes closes, sans être soumis à des procédures démocratiques authentiques et rigoureuses.
- c. L'inclusion de tout Mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États qui porte atteinte à la souveraineté nationale en habilitant des instances judiciaires secrètes à remettre en question la législation sociale et environnementale des États membres est rejetée. En l'absence d'un système multilatéral équitable et efficace, les tribunaux nationaux devraient prendre ces décisions.
- d. Le champ d'application des accords commerciaux ne doit pas inclure les services publics, la santé publique, les services d'intérêt général, ni les règles régissant les marchés publics.
- e. Les accords commerciaux doivent reconnaître pleinement le droit des pays d'intervenir pour répondre aux pratiques commerciales déloyales y compris le dumping, les subventions illégales. Les accords commerciaux doivent aussi soutenir les efforts pour faire face à l'expansion de l'extrême surcapacité dans les secteurs de l'acier, de l'aluminium, et d'autres secteurs industriels.
- f. Aucune démarche ne sera entreprise pour accorder à la Chine le statut d'économie de marché sans un débat public sur l'ensemble des implications sociales, économiques et légales, un renforcement des instruments de protection commerciale existants et une amélioration des conditions de travail, sociales et environnementales en Chine.

En tant que représentante des travailleurs industriels qui sont sévèrement affectés par les accords commerciaux, IndustriALL doit jouer un rôle primordial au sein du mouvement syndical mondial et de la société au sens large pour promouvoir notre vision d'un commerce mondial équitable qui satisfasse toutes les parties, et pas uniquement les un pour cent les plus riches.

IndustriALL décide de maintenir son opposition et poursuivre ses campagnes contre les accords commerciaux et d'investissement qui ne répondent pas à nos normes minimales, et nous sommes disposés à jouer notre rôle dans un débat ouvert et démocratique afin de mettre au point une politique commerciale mondiale alternative, transparente, centrée sur les intérêts de nos membres.

Justice fiscale et services publics de qualité

Les impôts ne sont pas un fardeau. Ils sont le prix à payer pour vivre dans une société civilisée. IndustriALL participe activement à la campagne visant à combler les lacunes en matière fiscale et éliminer les paradis fiscaux qui permettent aux grandes sociétés et aux individus riches d'éviter de payer leur juste part d'impôts.

En mettant un terme à l'évasion fiscale et en adoptant des initiatives telles que la taxe sur les transactions financières, les fonds publics nécessaires pourraient être levés au niveau national pour permettre à tous les individus d'accéder à l'éducation, aux soins de santé, aux services d'assainissement, au logement et à l'alimentation auxquels ils peuvent prétendre.

La campagne syndicale de lutte contre la corruption soutient que des milliards de dollars d'impôts pourraient être levés en mettant l'accent sur l'élimination de la corruption des entreprises et des gouvernements.

Les collectivités devraient être jugées en fonction de la manière dont elles traitent les personnes vulnérables et défavorisées. À cet égard, il est essentiel de fournir des services publics de qualité.

IndustriALL décide de militer en faveur de la justice fiscale, de s'opposer à l'austérité et de défendre les stratégies économiques reposant sur la production et les investissements.

Politique énergétique

IndustriALL reconnaît que les pays seront amenés à prendre des décisions distinctes en fonction des ressources locales, des technologies disponibles, de la sécurité d'approvisionnement et des circonstances nationales.

Dans ce débat, IndustriALL pose comme principe fondamental que la transition vers une économie plus propre et durable soit juste et équitable, tant sur le plan économique que social, pour les travailleurs et leur entourage.

IndustriALL décide d'appuyer la constitution d'un bouquet énergétique équilibré à travers des échanges démocratiques au sein des pays concernés et reconnaît que le bouquet énergétique puisse varier considérablement d'un pays à un autre.

Numérisation et Industrie 4.0

La production industrielle est confrontée à la révolution technologique ainsi qu'à la poursuite de la numérisation de la production, et elle y sera d'autant plus confrontée à l'avenir. Les risques de réduction des effectifs découlant de la robotique de pointe et du remplacement consécutif des travailleurs sont évidents, d'autant plus pour les pays pauvres qui n'ont pas encore bénéficié du développement d'emplois industriels.

Bien que ces profonds bouleversements puissent engendrer d'importants bénéfices pour les travailleurs, les collectivités et les sociétés, ainsi que de meilleures conditions de travail, IndustriALL n'acceptera aucune transformation qui ne soit accompagnée de programmes de Juste transition nécessaires pour les travailleurs concernés.

Industrie 4.0 a le potentiel de transformer le monde tel que nous le connaissons et il nous incombe d'entreprendre une discussion fondée sur les faits, afin de déterminer comment tirer le meilleur parti de cette opportunité sans exacerber les inégalités et les injustices systémiques.

IndustriALL décide de formuler une politique industrielle durable sur le thème Numérisation et Industrie 4.0, de militer contre une transformation qui ne serait pas associée à une justice sociale plus que nécessaire et d'appuyer une Juste transition pour les travailleurs concernés.

Les syndicats ont toujours été à l'avant-garde du progrès social. IndustriALL Global Union est fier d'appartenir à notre mouvement mondial de travailleurs, à l'heure où nous affrontons solidairement les forces du capital qui cherchent à miner les droits et le bien-être des travailleurs.